

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4818 - Dimanche 30 juin 2019 - Prix : 10 DA

Belmadi :
«Affronter
la Tanzanie
avec beaucoup
de sérieux»

Page 24

Alors que le ministre de l'Education a déjà annoncé le taux de réussite

Les résultats du BEM affichés demain dans les établissements éducatifs

Page 3

● Talaie El-Hourriyet/Benflis

Le moment
d'un dialogue
sérieux pour
un «grand
compromis
national»
est venu

Page 3

● Accidents :
24 morts et
53 blessés en
48 heures

La route
se fait
encore
plus
meurtrière

Page 4

D'importantes superficies ravagées par les flammes

L'impuissance face aux feux de forêt



Ph/D. R.

Le patrimoine forestier part en fumée dans plusieurs wilayas du pays. Des centaines d'hectares sont ravagés par les feux de forêt et l'été ne fait que commencer... Lire page 2

Rencontre des Forces démocratiques

Aboutir à un «pacte politique pour une véritable transition démocratique», selon le FFS

Page 4

Ce soir au théâtre régional d'Oran

Amine Kouider et l'Orchestre symphonique animent un concert

Page 13

D'importantes superficies ravagées par les flammes

L'impuissance face aux feux de forêt

■ Le patrimoine forestier part en fumée dans plusieurs wilayas du pays. Des centaines d'hectares sont ravagés par les feux de forêt et l'été ne fait que commencer...

Par Meriem Benchaouia

Depuis le début de cette semaine, plusieurs départs d'incendies ont été signalés à travers plusieurs wilayas. Les services concernés se livrent à une bataille contre ce fléau dévastateur. Toutefois, les moyens de lutte dont dispose la Protection civile sont largement insuffisants et inadéquats surtout dans les régions éloignées du pays. Un véritable désastre écologique avec la perte d'arbres forestiers et fruitiers, d'immenses superficies de maquis et de broussailles dont il ne reste que des cendres virevoltant au gré du vent. Fort heureusement, aucune perte humaine n'a été enregistrée. La hausse de la température qui a fait l'objet, récemment, de bulletins spéciaux des services de la météorologie est souvent liée à ce phénomène qui revient chaque année. En fait, les vagues de chaleur restent propices aux déclarations des feux de forêt qui mobilisent depuis le début de la saison estivale les services de la Protection civile, les forêts et les autorités locales, pour limiter les dégâts. Rappelons que le plus faible taux de pertes en termes de ressources et de superficies forestières, a été enregistré l'année dernière et ce, depuis l'indépendance du pays. Le bilan 2018 a enregistré 2 312 hectares de pertes forestières, broussaille et maquis, soit moins de 5% de la superficie totale des forêts dans le pays. Espérons que le même scénario se reproduira cette année. Selon la Direction locale de la Protection civile de la wilaya de Médéa, plus de cent huit hectares de cultures céréa-



PHOTO: R.

lières ont été réduits en cendre, suite à des incendies qui se sont déclarés à travers plusieurs localités, dont 80 hectares dans la seule commune de Meudjbeur, à 52 km au sud de Médéa. Un important dispositif d'intervention, composé de cinq camions de lutte anti-incendie et une trentaine d'éléments ont été mobilisés pour circonscrire l'incendie qui s'est déclaré vers 22 heures au niveau du quartier «El-Ançor», à la périphérie de Médéa, dont l'avancée des flammes menaçait des dizaines d'habitations situées à proximité du sinistre, a indiqué la Protection civile. Après d'intenses efforts et la participation des habitants, l'incendie a été maîtrisé et les maisons environnantes et des stocks de bottes de paille ont pu être protégés, a-t-on souligné. Dans la wilaya de Tissemsilt, un feu qui

s'est déclaré au Parc national de cèdre de Theniet El Had a détruit 23 hectares d'arbres forestiers, selon un responsable de la cellule d'information et chef du département des activités à la maison de ce parc dans un premier bilan. Djelloul Louaer a indiqué, lors de son intervention dans une émission en direct sur les ondes de la radio de Tissemsilt, que cet incendie s'est déclaré tôt le matin dans des champs appartenant à des privés puis les flammes se sont propagées à la forêt El Medad où sont plantés des arbres de chêne vert et de cèdre d'Atlas. Par ailleurs, la Conservation des forêts de la wilaya a enregistré un autre incendie déclaré à la forêt Boussalah dans la commune de Lardjem qui est toujours en cours. A noter que la Conservation a mobilisé avec la

Protection civile des moyens humains et matériels importants.

La Protection civile mise à rude épreuve à Bouira

Une série de feux de forêt ont mis les équipes de la Protection civile à rude épreuve à Bouira où des incendies ont ravagé ces dernières 24 heures près de 10 hectares de forêt, de broussailles ainsi que des arbres fruitiers, selon les détails fournis par ce corps constitué. Depuis mercredi, les sapeurs-pompiers ont été mis en alerte pour parer à tout risque d'incendie, notamment après les feux déclarés, il y a deux jours, dans la wilaya voisine Médéa. A Bouira, les équipes des sapeurs-pompiers sont intervenus dans la commune d'Aghbalou (Est) où les flammes

ont ravagé près de trois hectares de broussailles et endommagé partiellement des dizaines d'arbres fruitiers (figuiers et oliviers). «A Aghbalou, un incendie s'était déclaré à Tala Aslal. Nous avons enregistré la perte de 2,5 ha de broussailles et l'endommagement partiel de 30 oliviers, alors qu'une cinquantaine de figuiers ont été complètement dévorés par les flammes», a expliqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile de Bouira, le sous-lieutenant Abdat Youcef. L'intervention des équipes des sapeurs-pompiers était difficile en raison de la grande chaleur qui sévissait sur les lieux de l'incendie. «Nos éléments ont déployé de gros efforts pour éteindre le feu qui a failli atteindre un groupement d'habitations ainsi qu'une dizaine d'autres d'hectares d'arbres fruitiers», s'est réjoui le même officier. A Merkala, un village montagneux et forestier relevant de la commune de Taghzout (Est de Bouira), deux hectares de chêne et quatre hectares de broussaille ont été ravagés par un incendie. Grâce aux interventions des équipes de la Protection civile, dotées d'importants moyens matériels, plusieurs habitations et terres agricoles ont été épargnées par les flammes, a-t-il dit. Dans la commune de Sour El-Ghozlane, à une quarantaine de km au sud de Bouira, un incendie s'est déclaré à l'intérieur d'une maison située à la cité Emir Abdelkader. «Malgré la chaleur insupportable, nos équipes sont toujours sur le terrain pour éteindre les flammes», a assuré le même responsable.

M. B.

Maltraitance des personnes âgées

Le ministère menace de plainte les centres d'accueil

Les centres d'accueil de personnes âgées sont désormais dans le collimateur du ministère de la Solidarité nationale. C'est en tout cas ce qu'il ressort de cette déclaration de la première responsable du secteur, Ghania Eddalia qui promet de recourir à la justice contre toute maltraitance à l'encontre de ces Algériens au crépuscule de leur vie.

Qualifiant ce phénomène qui n'épargne pratiquement aucun établissement gériatrique de comportements irrévérencieux à l'égard des personnes âgées, Ghania Eddalia, ministre de Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, a indiqué avant-hier, que des mesures pénales fermes ont été prises par son département à l'encontre des auteurs de tels comportements, même en milieu familial. S'exprimant lors d'une cérémonie à l'occasion du lancement de la résidence de solidarité en faveur de près de 90 enfants au centre psychopéda-

gogique des enfants handicapés mentaux (Bologhine), M^{me} Eddalia a de ce fait insisté sur la détermination de ses services à «lutter» contre ces comportements, relevant, sans toutefois plus de précisions, qu'«il y a quelques affaires au niveau de la justice concernant des actes attentatoires à cette frange de notre société, à qui les Algériens vouent respect et estime».

Cette question des centres d'accueil pour personnes âgées déjà objet de controverse ces dernières années révèle au grand jour le changement de statut de ces plus de trois millions d'Algériens qui, il n'y a pas si longtemps, étaient considérés comme détenteurs du pouvoir au sein de la famille, où les seniors, craints, respectés et aimés, étaient également les transmetteurs du savoir, du savoir-faire, des traditions. Un statut que bon nombre d'entre eux ont perdu aujourd'hui dans une société en évolution (bonne ou mauvaise) où cette place pri-

vilégiée leur a été confisquée par l'influence du rétrécissement de la famille. En conséquence, des structures d'accueil ont émergé pour accueillir des parents rejetés par les leurs. Des hospices dont la prise en charge de leurs pensionnaires, en particulier les handicapés, les malades et autres atteints de divers troubles psychiques, n'est pas toujours des meilleures que montrent les télévisions à l'occasion. A ce quotidien humiliant vécu dans la démission et l'indifférence du personnel des maisons d'accueil, vient pour elles s'ajouter le pénible apprentissage de vivre l'abandon et l'intolérance des leurs qui creuseront encore plus leurs rides et les feront tomber dans un état psychologique effroyable.

Sans doute les images scandaleuses d'une vidéo relayée sur les réseaux en janvier dernier du foyer pour personnes âgées de Batna montrant l'état d'abandon dans lequel ont été laissés les pensionnaires dudit foyer,

étaient venues rouvrir cette plaie sociale de ces personnes à leur fin de vie. Ce n'était pas la première fois que de pareils comportements sont dénoncés. La maison de vieillesse d'Oran a aussi été pointée du doigt pour l'état d'insalubrité de ses locataires, maltraités et abandonnés également. A tel point où il aura fallu l'intervention des bénévoles et des citoyens révoltés qui, photos et témoignages à l'appui, ont interpellé le wali pour remédier à cette situation.

Au demeurant, dans le sillage de cette prise de conscience en haut lieu qui peut laisser espérer plus de rigueur dans la gestion des maisons de vieillesse, rappelant que depuis le 15 juin en cours, une campagne nationale contre la maltraitance des personnes âgées (2019-2020), à travers toutes les wilayas du pays en vue de sensibiliser la société à la meilleure manière de traiter, d'accompagner les personnes âgées et de consolider les relations entre grands-parents et

petits-enfants, à l'effet de préserver le tissu familial. Il s'agit à travers cette campagne d'une année d'assurer une formation sur «la manière de traiter et d'accompagner les personnes âgées et de consolider les relations étroites entre grands-parents et petits-enfants, afin de préserver le tissu familial et la cohésion sociale». Organisée sous le slogan «Non à l'oubli... Oui à la fidélité - la protection des personnes âgées, responsabilité de tous», l'objectif premier de cette campagne est de «consacrer les valeurs spirituelles et sociales de la société algérienne et les principes humains qui exhortent à la miséricorde, à la solidarité et à l'entraide entre générations en vue de créer une atmosphère sociale solidaire basée sur le vivre-ensemble et la cohésion entre les membres de la famille, ainsi que le rejet des comportements contraires aux valeurs et constantes nationales», avait indiqué le département de M^{me} Eddalia. Lynda Naili

Alors que le ministre de l'Education a déjà annoncé le taux de réussite

Les résultats du BEM affichés demain dans les établissements éducatifs

En attendant l'affichage des listes dans les établissements éducatifs, prévu pour le 1^{er} juillet et sur le site de l'Onec qui reste bloqué, le ministre de l'Education nationale a donné sur sa page Facebook le taux de réussite aux épreuves du BEM, indiquant qu'il est de 60,37%, alors que le taux de passage est de 73,82%.

Par Thinhinene Khouchi

Les candidats à l'examen du BEM attendent avec impatience l'affichage des résultats dans leurs établissements éducatifs respectifs prévu pour demain (lundi 1^{er} juillet). Mais en attendant l'affichage de ces listes, les élèves



Ph.D.R.

sont collés à leurs ordinateurs et consultent chaque minute le site <http://bem.onec.dz> où les résultats devaient être disponibles depuis le jeudi 27 juin, selon les dires du ministre de l'Education nationale, chose qui n'est pas vraie. Car à ce jour, le site n'est pas actualisé. En effet, suite à l'annonce du ministre de l'Education nationale précisant que la réussite aux épreuves du BEM est de 60,37%, alors que le taux de passage à la première année secondaire est de

73,82%, les élèves tentent de consulter leurs notes sur le site, mais sans succès pour le moment. Ainsi, après les résultats de l'examen de fin de cycle primaire, dont le taux a atteint 83,31%, sachant que sur la base de ces résultats le taux d'admission (taux de réussite à l'examen plus la moyenne de l'évaluation continue) s'est élevé à 94,90% ; aujourd'hui, place à ceux de l'examen du BEM (Brevet d'enseignement moyen) qui s'est déroulé durant trois

jours, soit les 9, 10 et 11 juin derniers. Ainsi, tout en saluant leur assiduité, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a donné le taux de réussite aux épreuves du BEM précisant que le taux de réussite chez les filles est de 50,63% et chez les garçons de 49,37%. A rappeler qu'afin de se retrouver sur les bancs du lycée à partir de la prochaine rentrée scolaire, pas moins de 631 395 ont passé l'examen du Brevet à travers le territoire

national. Une hausse de 5,25% a été enregistrée pour cette session par rapport à l'année dernière, dont le nombre s'élevait à 595 865 candidats, selon les chiffres avancés par le ministre de l'Education nationale. Il convient de noter que le BEM ouvre les portes du lycée avec les différentes filières existantes. Il suffit donc pour le candidat de se concentrer sur ses études durant trois trimestres afin d'accéder à la branche souhaitée. Car les élèves qui obtiendront une moyenne égale ou supérieure à 10/20 accèderont automatiquement en classe de première année secondaire, sur la base de la moyenne décrochée à l'examen national et celle de l'évaluation continue de l'année. Evidemment, les études supérieures visées couvrent de la filière que doit suivre le postulant. Et comme l'orientation vers les filières se fait selon des critères pédagogiques, les candidats au BEM sont contraints d'être studieux pour une double épreuve : celle de réussir à l'examen du BEM et celle d'arracher les moyennes exigées pour la filière choisie.

T. K.

Talaie El-Hourriyet/Benflis

Le moment d'un dialogue sérieux pour un «grand compromis national» est venu

Le moment d'ouvrir un dialogue «sérieux» pour un «grand compromis national» qui prendra en considération les aspirations populaires est venu, a soutenu, hier dans un communiqué, le parti «Talaie El-Hourriyet». Le parti de l'ex-Chef du gouvernement Ali Benflis, qui a tenu une réunion ordinaire de son bureau politique, a précisé que l'objet du dialogue «est de réunir, sans tarder, les conditions politiques, constitutionnelles et légales pour assurer la tenue d'un scrutin présidentiel que n'affecterait aucun doute ou suspicion et qui assurerait au peuple le libre exercice de son choix sans craindre de le voir faussé ou détourné», notant «avec intérêt» la formation d'un «consensus sur l'impératif incontournable du dialogue politique pour une sortie de crise» qui prenne en considération les aspi-

ration du peuple algérien. Talaie El-Hourriyet considère que l'intérêt supérieur du pays «commande que soit lancé, sans délai, ce dialogue salutaire pour établir une feuille de route consensuelle pour une sortie de crise». Pour cette formation politique, «l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays et l'urgence d'un dépassement de cette situation investissent l'institution militaire d'une mission patriotique historique de facilitation, d'accompagnement, de garantie et de protection de la solution de la crise», ajoutant, en outre, que l'adoption de mesures d'apaisement, notamment en matière de libertés publiques et individuelles, «sera de nature à créer un climat favorable à l'ouverture et au déroulement d'un dialogue sincère et apaisé pour une sortie de crise». Dans le même ordre

d'idées, le parti se félicite de sa contribution à la préparation de la rencontre nationale du dialogue prévue pour le 6 juillet prochain et exprime le souhait de voir cette rencontre sortir avec une proposition de plateforme consensuelle pour une sortie de crise. «Le Bureau politique réaffirme sa conviction que la solution de sortie de crise est à notre portée, pour peu que se manifeste une volonté politique de toutes les parties au dialogue, tout comme il est convaincu que l'élection d'un président de la République dans les meilleurs délais possibles, dans des conditions de régularité et de transparence incontestables, est la voie la plus démocratique, la plus sûre, la plus courte et la moins onéreuse pour notre pays aux plans sécuritaire, politique, économique et social», souligne le

parti se félicite de l'attachement «exprimé haut et fort, sans ambiguïté, à l'unité nationale, à travers tout le pays, rejetant toute forme de régionalisme, particulièrement lors des marches organisées les 18^e et 19^e vendredis». Sur le plan économique, Talaie El-Hourriyet a relevé avec «inquiétude» la dégradation continue de l'économie nationale, «significative dans la détérioration des indicateurs macroéconomiques pour le premier semestre 2019 et les sombres projections pour l'ensemble de l'année», estimant que «le manque de visibilité politique qui se traduit par le ralentissement de l'activité économique et la baisse de la commande publique du fait de la chute des cours du pétrole après avoir connu un redressement relatif au

début de l'année, font craindre une croissance quasiment nulle pour l'année 2019 et un exercice particulièrement difficile pour 2020». Dans ce contexte, le Bureau politique considère que le gouvernement «est en devoir d'inscrire dans ses priorités la situation des entreprises dont les propriétés sont poursuivies dans des affaires de corruption, compte tenu de leur impact aux plans économique et social, de mettre en place des mécanismes pour assurer la continuité de la production et de la prestation de service pour les contrats relatifs à la commande publique et de préserver l'emploi et le versement des salaires aux employés». «La dégradation continue de la situation politique et sociale rend encore plus urgente l'élection d'un président de la République, élu démocratiquement, investi de la légitimité nécessaire pour engager les grands chantiers des réformes économiques et sociales, pour arrêter la dégradation de l'économie nationale, redonner confiance aux investisseurs nationaux et étrangers, mobiliser les ressources financières indispensables à la relance économique et mettre en place les instruments de reconversion de l'économie de rente vers une économie diversifiée productrice de richesse et un système de redistribution équitable de cette richesse et de partage tout aussi équitable des sacrifices», conclut le communi-

Béjaïa

Les maires appellent à un sit-in pour la libération des détenus d'opinion

Les maires de Béjaïa comptent observer aujourd'hui à 10h, devant le tribunal d'Akbou, un rassemblement de soutien aux manifestants arrêtés durant les deux dernières manifestations à Alger et incarcérés pour atteinte à l'emblème national. Les maires appellent à «une mobilisation massive sous l'étendard de la liberté et de la justice». Le rassemblement sera organisé sous la coupe de la coordination des maires et des élus de la wilaya de Béjaïa qui l'a annoncé à travers un appel largement diffusé sur les réseaux sociaux. Le but de cette action est d'instantanément exiger «la libération immédiate et inconditionnelle» de tous les manifestants

arrêtés durant les deux dernières manifestations populaires pacifiques à Alger et placés sous mandat de dépôt pour avoir brandi l'emblème identitaire amazigh. Les maires et élus comptent exiger simultanément «la libération des détenus politiques et d'opinion», selon les termes de l'appel lancé. Dans sa déclaration-appel, la coordination des maires et élus de la wilaya de Béjaïa estime que «la croissance délétère dans laquelle a immergé notre pays impose présentement et prestement une action collective, forte et légitime, afin de mettre fin à toutes ces atteintes aux droits fondamentaux de notre peuple». Pour les rédacteurs de l'appel «notre société a été

sacrifiée pour des intérêts accordés à une poignée de despotes sans foi, ni loi ; elle a, fatalement, endossé l'apparat du martyr durant des décennies et a été assignée à résidence dans une scène théâtrale tragique où se sont mêlés violence, calamité, adversité, indigence, sang et répression». Les maires de Béjaïa estiment qu'«il est de leur devoir de faire lever l'ancre de cet esclavagisme moderne, de recouvrer urgemment une dignité spoliée, de reconquérir notre droit à l'autodétermination et d'instaurer une véritable transition démocratique pour un devenir meilleur et pluriel».

Hocine Cherfa

Ghani B./APS

Accidents : 24 morts et 53 blessés en 48 heures

La route se fait encore plus meurtrière

■ Vingt-quatre personnes ont trouvé la mort et 53 autres ont été blessées dans 20 accidents de la circulation enregistrés lors des dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan publié hier par la Protection civile.



Par Faten D.

En dépit de toutes les mesures et des campagnes de prévention sur la sécurité routière, les accidents sont de plus en plus fréquents et causent de plus en plus de victimes, ce qui exige à la fois une tolérance zéro et un surcroît de prudence de la part des conducteurs. Par ailleurs et selon la même source, 9 baigneurs sont morts noyés, durant la même période, au niveau de plages interdites à la baignade ou de réserves d'eau. Le corps d'un enfant âgé de 12 ans, décé-

dé par noyade dans une mare d'eau, a été repêché à Ouargla, alors qu'à Jijel, les unités de la Protection civile ont repêché les corps de trois victimes, âgées respectivement de 44 ans, 34 ans et 7 ans, décédées par noyade au niveau du barrage de la commune d'Erraguene. Les unités de la Protection civile sont intervenues également à Blida et à Illizi pour repêcher les corps de deux autres enfants, âgés respectivement de 6 ans et 8 ans. Ces deux victimes sont mortes noyées dans une retenue collinaire pour le premier et dans une

mare d'eau pour le second. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile pour la lutte contre les feux de forêt et récoltes a été déclenché à de nombreuses reprises durant la même période.

Saïda : un mort et quatre blessés suite au dérapage d'un véhicule

Une personne a été tuée et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier à Saïda, a-t-on

appris auprès des services de la Protection civile. Le drame s'est produit sur le CW n° 7 reliant la commune de Ouled Khaled à celle de Aïn Soltane, lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de frapper de plein fouet un arbre. Un passager a trouvé la mort sur place alors que quatre autres ont été blessés. Les blessés ont été évacués vers l'hôpital Ahmed-Medeghri du chef-lieu de wilaya, alors que la dépouille mortelle a été déposée à la morgue du même établissement de santé.

Ghardaïa : trois morts et deux blessés près de Zelfana

Trois personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi en fin d'après-midi près de Zelfana, à 65 km au sud-est de Ghardaïa, a appris l'APS de la Protection civile. L'accident s'est produit sur la route nationale RN-49 reliant Ghardaïa à Ouargla, à 8 km de la station thermale de Zelfana, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un camion-citerne circulant dans le sens inverse, a précisé la même source. Trois personnes qui étaient à bord du véhicule touristique sont mortes sur le coup, écrasées par le camion, et il a fallu l'utilisation d'un matériel spécifique par les équipes de secours de la Protection civile pour extirper les victimes du véhicule endommagé, devenu un amas de ferraille, a ajouté la même source. Les corps des victimes, âgées entre 45 ans et 60 ans, ont été déposés à la morgue de la polyclinique de Zelfana et les deux blessés (chauffeur du camion et son compagnon) ont été également évacués vers les urgences de la même structure de santé, la plus proche du lieu de l'accident, a-t-on fait savoir.

F. D./APS

Rencontre des Forces démocratiques

Aboutir à un «pacte politique pour une véritable transition démocratique», selon le FFS

La rencontre des Forces démocratiques, tenue mercredi dernier, a abouti à «un pacte politique pour une véritable transition démocratique», a affirmé, vendredi à Alger, Hakim Belahcel, cadre dirigeant du Front des forces socialistes (FFS), qualifiant l'option de dialogue de «réelle chance pour l'Algérie». «La rencontre inédite des Forces démocratiques pour l'alternative démocratique a abouti à un pacte politique pour une véritable transition démocratique, élaboré des préalables d'apaisement pour asseoir un véritable climat de dialogue et de négociation, puis a tracé les contours et les modalités de la transition démocratique, conformément aux aspirations populaires», a déclaré M. Belahcel, dans un entretien à l'APS. Cette initiative n'en est qu'à «ses débuts» et nécessite «l'adhésion ainsi que le concours d'autres forces démocratiques», a-t-il poursuivi, la qualifiant de «réelle chance pour l'Algérie», dans le sens où, explique-t-il, elle est «prometteuse d'une sortie de crise».

Tout en précisant que ladite réunion a tenu compte de «la particularité» de la crise politique actuelle et en a fait «un constat exhaustif», il a rappelé que les préalables suggérés par ses animateurs pour une sortie de crise sont, entre autres, la libération immédiate de tous les détenus politiques et d'opinion, la libération du champ politique et médiatique, l'arrêt immédiat des harcèlements judiciaires et autres menaces contre les divers acteurs nationaux, etc. A la question de savoir si le FFS prendra part à la

Conférence nationale de dialogue, prévue le 6 juillet prochain, M. Belahcel relève que sa formation politique «favorise l'option du dialogue comme démarche démocratique et pacifique de dépassement des crises et comme véritable moyen de concertation pour des compromis politiques». Ce disant, il souligne «la ferme volonté d'y inclure tout le monde», considérant qu'il s'agit «du seul moyen à même de délivrer le pays de cette impasse multiple, à travers une solution globale qui intégrera les différents aspects de la crise». De même, poursuit-il, que le parti «continuera à revendiquer et à se battre pour trouver une issue consensuelle, raisonnable et durable», faisant remarquer que «la balle est désormais dans le camp du pouvoir». «C'est le sens même que nous avions voulu donner à notre premier appel aux forces vives du changement», a-t-il observé, avant d'afficher son satisfecit quant aux «échos très favorables et motivants» l'ayant suivi et de «relancer l'appel» dans ce sens, notant que «l'espoir est plus que jamais permis». Tout en soutenant que le FFS est «surtout fidèle au principe du débat interne au niveau de ses propres instances statutaires pour trancher sur ces questions», il a relevé la nécessité d'une «concertation au sein du groupe ayant élaboré le pacte politique pour une véritable transition démocratique en Algérie». «Nous mettrons tout en œuvre pour faire bouger les lignes et faire avancer les choses dans le bon sens», s'est-il engagé, rappelant «la campagne de discussions et d'échanges de grande enver-

sure», lancée depuis plus de trois mois et pour laquelle plusieurs partis politiques, organisations ainsi que des personnalités nationales ont été approchés et consultés. Interpellé sur le sens que donne le FFS au dialogue, M. Belahcel rétorque que celui-ci est différent «dans le fond et la forme» de celui prôné par l'état-major de l'Armée car consistant à «rompre radicalement et définitivement» avec les pratiques du système et ses articulations institutionnelles, à l'image du gouvernement et du Parlement. Car, argumente-t-il, le dialogue «proposé par les tenants du pouvoir réel ne prend, en aucun cas, en considération les aspirations et les attentes légitimes du peuple algérien qui s'est révolté depuis le 22 février dernier afin de mettre fin au régime liberticide et totalitaire à l'origine de la crise multiforme qui mine l'avenir du pays sur tous les plans». Par «ce formidable sursaut de dignité», détaille-t-il, ce peuple s'est engagé à «inscrire notre pays dans la voie de la construction d'un Etat de droit et de liberté, à travers une période de transition qui définira d'une manière consensuelle les processus et les modalités». Abordant la position de l'institution militaire envers la crise et le dialogue, M. Belahcel évoquera l'engagement du commandement de l'ANP d'«accompagner et de satisfaire toutes les revendications populaires», citant notamment le «changement radical du système et le départ de ses symboles» ainsi que «l'amorce d'un processus de transition démocratique». «Nous constatons aujourd'hui que l'état-major de l'Armée insiste d'aller vers une

élection présidentielle», a-t-il déploré, affirmant que «c'est exclusivement autour de cette vision-là que le pouvoir a lancé un appel au dialogue». «Au FFS, nous avons rejeté cette offre de dialogue car elle est réfractaire aux revendications populaires légitimes. De plus, elle empêche et obstrue le vrai débat qui doit se faire autour de la situation politique du pays et des issues adéquates pour endiguer cette impasse et la dépasser», poursuit-il. Tout en réitérant la revendication du parti inhérente à l'élection d'une Assemblée constituante «souveraine» dans la perspective d'une deuxième République, ce responsable politique considère que «seul un processus constituant souverain est apte à répondre aux urgences de l'heure et à placer la légitimité populaire au centre de toutes les démarches et les initiatives». Aussi, le FFS considère que «la gravité et la spécificité de la situation politique» supposent d'autres formes de traitement et d'approche que celle de l'ordre constitutionnel prônée par le pouvoir, estimant qu'il s'agit «avant tout, d'une crise de légitimité et de confiance» qui nécessite des solutions loin de toutes «manœuvres» visant «à organiser une alternance au sein du même régime». Ce qui l'amènera à conclure qu'«en l'absence d'une quelconque volonté politique sérieuse du pouvoir à collaborer dans le sens logique de cette formidable révolution populaire, toutes les initiatives politiques seront vouées à l'échec».

Slim O.

Pétrole

Russes et Saoudiens vont prolonger l'accord sur une baisse de production, selon Poutine

■ Le président russe Vladimir Poutine a annoncé s'être entendu avec l'Arabie saoudite pour prolonger leur accord sur une baisse de production pétrolière afin de soutenir les cours.

Par Mahi O.

«**N**ous nous sommes mis d'accord. Nous allons prolonger cet accord, la Russie comme l'Arabie saoudite. Pendant quelle période ? On va y réfléchir. Pour six ou neuf mois. Il est possible que ça soit jusqu'à neuf mois», a-t-il déclaré aux journalistes, en marge du sommet du G20 à Osaka. Cela devrait être officialisé mardi à Vienne, à l'occasion

d'une réunion entre les ministres des 14 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Arabie saoudite, et leurs dix partenaires, menés par la Russie. L'Opep et ses alliés, qui pompent la moitié du pétrole du globe, avaient décidé en décembre d'abaisser leur offre cumulée de 1,2 million de baril par jour (mbj) : stratégie gagnante, puisque le prix du baril s'est envolé d'environ 30% au premier trimestre, avant de se



PHO. R.

modérer. «Nous croyons que nos accords de stabilisation de l'offre (...) ont eu un effet positif», avait affirmé M. Poutine dans un entre-

tien au «Financial Times», publié cette semaine, assurant que les pays producteurs chercheraient à Vienne à maintenir la «stabilité»

du marché, confronté à une offre abondante et à une demande en berne.

M. O./AFP

USA

Léger repli de la confiance des consommateurs en juin

La confiance des consommateurs aux Etats-Unis s'est légèrement érodée en juin à cause des effets de la guerre commerciale menée par la Maison-Blanche, selon l'estima-

tion finale de l'enquête de l'Université du Michigan. L'indice de confiance s'est établi à 98,2 points, selon l'estimation finale de l'université, soit 1,8 point de moins qu'en mai. Lors

de l'estimation préliminaire publiée le 14 juin, l'indice est même un peu plus bas à 97,9. Ce modeste déclin de juin reflète notamment les inquiétudes par rapport aux tarifs douaniers,

cités par 45% des personnes interrogées au lieu de 35% le mois d'avant. Davantage de consommateurs commencent à penser que dans l'année qui vient, le taux de chômage,

actuellement à un plus bas depuis presque cinquante à 3,6%, va remonter un peu au lieu de poursuivre sa chute. C'est la première fois en six ans, selon cette enquête, que ceux qui pensent que les taux d'intérêt vont augmenter sont si peu nombreux. Côté positif, la baisse des taux des crédits immobiliers a commencé à avoir un impact bénéfique sur les achats de logements. Globalement, la confiance des consommateurs, qui reste à un niveau solide, «est en accord avec une croissance des dépenses de consommation de 2,5% au cours des douze prochains mois», souligne l'enquête. Les dépenses de consommation aux Etats-Unis sont le moteur de la croissance économique, pesant environ 70% du Produit intérieur brut.

Salem K.

Brésil

Recul du chômage à 12,3%

Le taux de chômage au Brésil a légèrement baissé lors du trimestre de mars à mai, à 12,3%, alors que le nombre de personnes qui ont abandonné la recherche d'un emploi a atteint un nouveau record, selon les statistiques officielles. Le taux de chômage s'élevait entre mars et mai à 12,3%, contre 12,4% entre décembre et février, malgré les faibles signes de reprise économique du pays, menacé par la récession. Lors du trimestre sous revue, 13 millions de personnes étaient en recherche d'emploi, a indiqué l'Institut national des statistiques IBGE. Mais le nombre de personnes qui ont cessé de

chercher du travail a dépassé 4,9 millions, contre 4,8 millions au trimestre précédent, un record qui reflète l'aggravation du chômage de longue durée dans le pays. Au premier trimestre, 3,3 millions de personnes étaient sans emploi depuis plus de deux ans, soit 42,4% de plus qu'il y a quatre ans, selon des annonces récentes de l'Institut pour la recherche économique appliquée, un organisme public. Le PIB brésilien a enregistré un recul de 0,2% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, première contraction trimestrielle de l'économie brésilienne depuis 2016. Les perspectives de

croissance restent moroses, avec une prévision de 0,8% cette année, selon la Banque centrale, après 1,1% seulement en 2017 et 2018. L'amélioration du taux de chômage est principalement due à l'augmentation du nombre de «travailleurs indépendants», qui comprend un grand nombre de métiers précaires. Entre mars et mai, 24 millions de personnes travaillaient dans cette catégorie, un record. Le nombre de travailleurs du secteur informel est aussi en légère hausse, à 11,4 millions, contre 11,2 millions en février, selon l'IBGE.

A. Y./APS

Togo

Le FMI octroie 35 millions de dollars pour un programme de réduction du déficit budgétaire

Le Togo va obtenir environ 35 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre d'un programme appuyé par un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), a rapporté la presse locale citant un communiqué de l'institution financière internationale. Selon cette source, cette somme portera le total des décaissements du FMI à environ 174,94 millions de dollars dans le cadre de l'accord.

Approuvé le 5 mai 2017 pour trois ans, celui est d'un montant de 244,8 millions de dollars. Ce nouveau versement est consécutif à l'achèvement mercredi de la «quatrième revue des résultats économiques obtenus par le Togo», d'après le communiqué du FMI. A cette occasion, Tao Zhang, directeur général adjoint et président par intérim de l'institution, a déclaré que la mise en œuvre du programme dans le cadre de l'accord a été

«globalement satisfaisante». «L'activité économique a connu une reprise depuis 2018, après un net ralentissement en 2017», a-t-il noté. M. Tao a rappelé que le Togo avait rempli les critères de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) relatifs au déficit budgétaire en 2017 et en 2018, soit deux ans plus tôt que le calendrier arrêté par les huit autres pays membres. Le programme

auquel le Togo a souscrit vise notamment à réduire considérablement le déficit budgétaire en vue d'assurer la viabilité à long terme de la dette et de la position extérieure, ainsi qu'à réorienter l'action des pouvoirs publics vers une croissance inclusive grâce à des dépenses sociales ciblées et à des dépenses d'infrastructures financées de manière soutenable.

Agences

Pologne

L'inflation à +2,6% en juin, le taux le plus élevé depuis 2012

La hausse des prix à la consommation s'est encore accélérée en juin en Pologne, à 2,6% sur un an, soit au niveau le plus élevé depuis 2012, a annoncé vendredi le Bureau des statistiques GUS. L'objectif de la Banque centrale de Pologne NBP est fixé à 2,5% avec une tolérance de plus ou moins un point de pourcentage. Les prix ont augmenté de 2,4% en mai et de 2,2% en avril, sur un an, alors que sur un mois ils ont crû de 0,3%

en juin, après 0,2% en mai et 1,1% en avril, selon cette estimation flash. «A la fin de 2019, l'inflation pourrait monter aux alentours de 3,0% sur un an et la réalisation des risques relatifs aux prix de l'énergie pourrait la faire monter à des niveaux encore supérieurs en 2020», selon les analystes de la banque Pekao, cités par l'agence PAP. Selon le ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies, la montée de l'inflation résulte principale-

ment d'une hausse des prix des carburants (+3,1% sur un an) et de l'alimentation (+5,7%). Depuis mars 2015, la Banque centrale de Pologne (NBP) garde son taux directeur inchangé, à son plus bas historique de 1,5%, tout comme le taux d'escompte et le taux lombard, respectivement à 1,75% et à 2,5%. Le Produit intérieur brut (PIB) de la Pologne a augmenté de 1,5% au premier trimestre 2019 comparé au trimestre précédent, selon

les données officielles, après +0,5% au 4e trimestre 2018. La Pologne a affiché en 2018 une croissance de 5,1%, après 4,6% en 2017 et 2,9% en 2016. Le budget 2019 table sur une croissance de 3,8% avec un déficit public à 1,7% du PIB. Avec ses 38 millions d'habitants, la Pologne constitue de loin la plus grande économie d'Europe centrale et orientale. Elle connaît une croissance ininterrompue depuis 1992.

R. E.

Constantine

Plus de 4 200 ruches pleines remises à des jeunes des zones rurales

■ Une opération de distribution de 4 210 ruches pleines réservées aux jeunes du monde rural a été entamée dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts.

Par Anissa H.

Un total de 421 agriculteurs spécialisés dans cette filière agricole dont 32 femmes bénéficiera de ces ruches, soit 10 pour chacun, a précisé le chargé de l'information et de la communication au sein de cette institution, Ali Zegrou. S'inscrivant dans le cadre du développement de l'apiculture et du monde rural, ces ruches ont été attribuées à des jeunes relevant notamment des zones forestières, visant surtout la relance de cette activité dans ces régions, a affirmé le même responsable. Le plus grand nombre de ces ruches, a-t-il fait savoir, a été affecté au bénéfice de la population des localités à caractère forestier et montagneux, à l'instar des régions de Messaoud Boudjeriou où 61 apiculteurs ont été recensés, la commune de Beni H'midene (46) en plus de 42 fellahs dénombrés dans celle de Didouche Mourad et 39 autres enregistrés dans la localité de Zighoud Youcef. L'opération a mobilisé un financement dépassant

40 millions DA, selon la même source, qui a signalé que les bénéficiaires de cette initiative suivront, durant quinze (15) jours, une formation d'apiculteurs pour une bonne conduite de leur rucher. Plus de 27 000 ruches pleines sont actuellement exploitées à travers les douze communes de la wilaya de Constantine, ont indiqué, de leur côté, les responsables de la Direction des services agricoles (DSA). Pas moins de 2 500 ruches parmi ce nombre global ont été recensées dans la commune d'Ibn Ziad, suivie de la localité de Messaoud Boudjeriou

(2 118), la commune de Zighoud Youcef (1 600) ainsi que 700 autres dénombrées dans la région de Beni H'midene, a-t-on détaillé. La production du miel a connu une augmentation ces dernières années dans la wilaya de Constantine, passant de 1 145 quintaux enregistrés au titre de la saison agricole 2015-2016 à plus de 1 500 quintaux signalés la récente campagne (2017-2018), a-t-on fait remarquer des services de la DSA.

A. H. /APS



PL > D. R.

Université de M'sila Entame prochaine de la numérisation de l'administration

L'université Mohamed-Boudiaf de M'sila entamera en juillet l'opération de numérisation de sa gestion pédagogique et administrative afin de réduire le recours au papier selon le principe «zéro papier», a indiqué le recteur de l'université, le P' Kamel Bedari. «Le principe "zéro papier" signifie la réduction presque tota-

le de l'utilisation du papier dans la gestion par la numérisation des documents se rapportant aux étudiants et les enseignants, les procès-verbaux des délibérations, les instructions et les imprimés des diverses demandes», a considéré ce responsable qui a affirmé que dans cette optique, chaque

département et faculté a ouvert des pages sur les réseaux sociaux. L'objectif est d'accélérer l'accès à l'information pour l'enseignant et l'étudiant par l'utilisation des nouvelles technologies et faire l'économie du papier pour lequel l'université dépense chaque année plus de 5 millions DA, a précisé, de son côté, El-

Hachemi Belouadiah, vice-recteur chargé des relations extérieures, de la coopération et de la communication. Les réseaux sociaux assurent une transmission quasi instantanée de l'information, a noté ce cadre qui a ajouté que l'université de M'sila utilisera à compter de la prochaine rentrée plusieurs plates-formes numériques qui offriront à l'étudiant davantage d'autonomie dans la formation au travers notamment de la mise en ligne des cours. Ainsi, les doyens des facultés ont été instruits de ne plus exiger des exemplaires en papier des mémoires présentés par les étudiants en licence et master, et de se contenter des versions numériques de ces mémoires. Pour les étudiants, cette mesure les dispenserait des charges d'impression et participe à la numérisation «effective» de l'université. **Nabila T.**

Khenchela Distribution en juillet d'un quota de 350 logements publics locatifs

Un quota de 350 logements publics locatifs (LPL) sera distribué «au mois de juillet prochain» dans quatre communes de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette opération de remise des clés de ces logements à leurs bénéficiaires, qui n'attendent que l'achèvement des dernières retouches des travaux d'aménagement extérieur, est prévue dans le programme élaboré par les services de la wilaya pour la célébration de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, le 5

juillet prochain, a indiqué la même source. Ce quota de logements publics locatifs a été réalisé dans les communes de Kais avec 150 unités, Bouhmama avec 100 logements, Ouled Rechache avec 75 unités et Chechar avec 25 logements destinés aux familles des victimes du terrorisme, a-t-on noté. Lors de ses dernières sorties effectuées au niveau des chantiers de ces logements, le chef de l'exécutif local avait instruit le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), chargé de la réalisation de ces

habitats, d'accélérer la cadence des chantiers en renforçant les brigades afin de les finaliser «avant le 2 juillet prochain». A noter qu'un quota de 5.000 logements, relevant de différentes formules sera distribué durant l'année en cours dans la wilaya de Khenchela. Un programme de réalisation de 2 660 unités, à travers 13 communes de la wilaya, a été confié à l'OPGI, alors qu'un lot de 2 000 logements sera réalisé par l'entreprise Cosider au nouveau du pôle urbain au chef lieu de wilaya. **Amir Y.**

Tissemsilt Ouverture d'une section de l'ONAT

Une section de l'Office national algérien du tourisme (ONAT), première du genre dans la wilaya, a été ouverte au niveau du Centre d'information et d'orientation touristique de Tissemsilt. Ouverte dans le cadre de la célébration de la journée nationale du tourisme, cette structure contribuera à la promo-

tion du tourisme dans la wilaya, à travers notamment l'organisation de virées pour des touristes algériens et étrangers dans les zones touristiques que recèle la région, dont le parc national de cèdre de Theniet El Had et les sources thermales de Sidi Slimane, a souligné le directeur du secteur par intérim, Salah Bakel. La section de l'ONAT élaborera des programmes en collaboration avec la direction du Tourisme, qui s'occupe de la promotion des sites touristiques que recèle la wilaya en vue d'attirer un plus grand nombre de visiteurs, outre la programmation de visites mensuelles dans des sites archéologiques et la région de

l'Ouarsenis (communes de Bordj Bounaama, Sidi Slimane, Boukaid et Beni Chaib). Ces programmes comportent des virées de fin de semaine destinées aux citoyens de la wilaya de Tissemsilt désirant visiter des zones touristiques d'autres wilayas, dont Chréa (Blida), les parcs de la calle d'El Tarf et le

Tassili (Tamanrasset). Cette section mettra trois bus à la disposition des associations versées dans le tourisme et les Offices locaux du tourisme, pour leur permettre d'organiser des virées touristiques dans la wilaya au profit des enfants scolarisés, des adhérents des structures juvéniles et culturelles et des amateurs de voyages et d'aventure. La cérémonie de célébration de la journée nationale du tourisme a été marquée par des portes ouvertes sur le secteur. Les activités des agences du tourisme et de voyage activant dans la wilaya, les modèles d'investissement en cours en matière d'hôtellerie, les activités d'associations touristiques de la région ont été présentés lors de l'événement, ainsi qu'une exposition des produits artisanaux.

Mascara Distribution à venir de 1 220 logements et 500 aides à l'habitat rural

Les clés de 1 220 logements et des décisions de 500 aides à l'habitat rural seront remises à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris du directeur de l'habitat, Abdelmadjid Guellil. Le même responsable a indiqué que cette opération coïncidant avec la fête de l'indépendance et de la jeunesse, verra l'attribution de logements publics locatifs (LPL) et de résorption de l'habitat précaire (RHP). Les clés de 41 loge-

ments RHP seront distribués à Mascara et ensuite ceux de 759 LPL répartis à travers les communes de Oggaz, Alaimia, Oued El Abtal, Sig, Oued Taria, Froha, Menaouer, Zahana et Gaada. Par ailleurs, 400 logements de location-vente (AADL) dans la ville de Mascara seront attribués comme premier quota dans la wilaya. Le directeur de l'habitat a également annoncé la livraison le 5 juillet prochain de 20 logements réalisés par la

direction de l'administration locale (DAL) de Makda au profit de 20 familles de victimes du terrorisme dans le cadre d'un lot de 100 logements financés par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Des décisions de 500 aides à l'habitat rural seront attribués également dans plusieurs communes de la wilaya de Mascara.

R. R.

APS

Colloque sur le Sahara occidental à l'Assemblée française

Le règlement du conflit, une solution «importante» pour la sécurité du Maghreb et du Sahel

■ Le règlement du conflit du Sahara occidental, consacrant l'indépendance de territoire, constitue une solution «importante» pour la sécurité et la stabilité du Maghreb et du Sahel, se sont accordés, vendredi à Paris, plusieurs intervenants dans un colloque à l'Assemblée française.

Par Moncef G.

Organisé pour la troisième fois dans l'enceinte même de la première chambre parlementaire française, le colloque sur le Sahara occidental a permis aux différents intervenants (universitaires, politiques, militants) d'examiner la question sous l'angle des défis sécuritaires dans la région du Maghreb et du Sahel.

L'organisateur de ce colloque, le député communiste Jean-Paul Lecoq, avait déclaré à l'APS que «c'est bien que cette question soit posée à l'intérieur même de l'Assemblée nationale puisqu'on parle du droit d'un peuple».

Pour lui, le premier impact de ce colloque c'est pour dire qu'on n'oublie pas, que cette cause-là doit rester d'actualité et c'est important de maintenir la flamme. C'est en substance le point de vue de Carlos Ruiz Miguel, professeur en droit constitutionnel à l'Université Santiago de Compostelle, qui a affirmé que le colloque est venu «à point» pour contrecarrer l'argumentaire de l'occupant marocain qui veut se présenter aux Occidentaux comme un rempart «solide» en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine.

Cet universitaire, très méticuleux, a pratiquement déconstruit le discours officiel du Maroc, au sujet de la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale, relevant des «contradictions flagrantes» entre le discours et la pratique.

Il a fait savoir que pour la drogue, le Maroc, qui reste l'un des plus gros producteurs et exportateurs de cannabis, ne s'est jamais prononcé pour la lutte contre le trafic qui constitue, selon lui, l'un des défis sécuritaires dans la région.

En ce qui concerne la lutte antiterroriste, le professeur Carlos Ruiz Miguel s'est contenté d'une déclaration du ministre de l'Intérieur du roi Hassan II, Driss Basri, qui avait reconnu,

lorsqu'il était en exil en France, que le terrorisme des années 1990 en Algérie était soutenu par le Maroc.

Le Maroc contribue à la déstabilisation de la région

Dans ce contexte, le député Le Coq a soutenu dans son intervention que le Maroc contribue «largement» à la déstabilisation de la région avec son occupation du Sahara occidental et de son refus d'appliquer le droit international qui prévoit le principe d'autodétermination du peuple sahraoui.

Pour lui, la sécurité dans la région, à commencer par le règlement de la question sahraouie, est un «point crucial» dans la stabilité de l'Europe et du monde.

C'est là où la diplomatie française et les médias français, dans leur ensemble, ont été pointés du doigt dans le sens où des intervenants ont relevé la «duplicité» de l'Etat français et le «traitement inégal» de la presse en comparant ce qui se passe au Mali avec le conflit du Sahara occidental qui est dans une situation «ni guerre ni paix».

A cet effet, Sébastien Boulay, professeur à Paris-Descartes et responsable de l'Observatoire universitaire international du Sahara occidental (OUIISO), a fait constater que le terrorisme «ne touche pas les Sahraouis (dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés), alors que la région est infectée de groupes terroristes». Il a expliqué cette situation par le fait que les Sahraouis s'inscrivent dans un islam de paix, avec une religiosité émancipatrice qui prône la non-violence.

L'attitude pacifique des Sahraouis a été longuement expliquée par le représentant du Front Polisario en France, Oubi Bouchraya, qui a énuméré les efforts de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), déployés dans les territoires libérés, en matière de lutte



contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine, malgré le fait que le Sahara occidental se trouve dans un processus de décolonisation «inachevée».

«Le Sahara occidental, dans une situation de décolonisation inachevée, se trouve impliqué dans la lutte face aux défis auxquels est confrontée la région», a-t-il dit, soutenant que le mur de la «honte» érigé par le Maroc entre les territoires occupés et ceux libérés, est le «principal passage» de la drogue en provenance de ce pays.

«Ni guerre ni paix» au Sahara occidental favorise les menaces sécuritaires

Pour lui, l'apparition de la situation de «ni guerre ni paix» a favorisé celle des menaces sécuritaires dans la région qui a obligé l'armée sahraouie de lutter contre le trafic de drogue et le crime organisé, indiquant que les autorités sahraouies ont des mesures supplémentaires pour lutter contre les groupes terroristes qui veulent déstabiliser la région ou porter aux Sahraouis la casquette du terrorisme dans leur lutte pacifique pour l'indépendance.

L'universitaire mauritanien Slimane Cheikh Hamdi, de

l'Université de Nouakchott, a montré dans son analyse que la région du Sahel est un «portail sécuritaire» pour l'Europe et le monde, qui nécessite une vision globale des menaces sécuritaires incluant le règlement du conflit du Sahara occidental dans le cadre des résolutions des Nations unies.

«Nous ne pouvons pas traiter les défis du Sahara occidental sans parler de la région du Sahel. Nous ne pouvons pas dissocier les défis sécuritaires au Sahara occidental des défis de la région du Sahel. C'est pour cela que ça nécessite un traitement global des défis auxquels sont confrontés les pays de la région», a-t-il dit, notant que le trafic de drogue, le terrorisme et l'immigration clandestine sont le «fondement» des défis sécuritaires de la région.

Il a ajouté que «chaque trafic est protégé par un terroriste et chaque terroriste se nourrit du trafic de drogue».

Pour sa part, le professeur algérien Abdelkader Abderrahman, de l'université de Lyon, a souligné que la convoitise sur le Sahara occidental ne se repose pas «uniquement» sur les ressources naturelles, mais «elle est liée aux aspects géostratégiques», ajoutant que dans cette vision de traitement global de la sécurité de la région, «il ne

faut pas dissocier le Maghreb du Sahel».

Il a montré, dans son intervention, le rôle de «leader régional» de l'Algérie dans son approche vis-à-vis des défis sécuritaires de la région.

«L'Algérie assume son rôle de leader régional dans la lutte antiterroriste, même si elle ne l'assume pas ouvertement. L'armée est très active pour la stabilité et la sécurité de la région», a-t-il soutenu, mettant en évidence les efforts de l'Algérie dans la résolution des crises dans la région (Sahara occidental, Libye, Mali), et son étroite collaboration avec la Tunisie dans la lutte antiterroriste.

Pour lui, la sécurité de la région ne sera pas totale, si le conflit du Sahara occidental n'est pas réglé. M. G./APS

Tunisie Arrestation de 25 éléments recherchés pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste

QUELQUES 25 éléments, «recherchés pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste, apologie du terrorisme et infraction terroriste, ont été interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi suite à 493 descentes», indique le ministère de l'Intérieur tunisien.

Le ministère précise dans un communiqué que «les investigations se poursuivent à leur sujet».

Ces opérations sécuritaires s'inscrivent dans le cadre des efforts continus des forces sécuritaires de démanteler les groupes terroristes recherchés par la justice, selon la même source.

Deux attentats-suicides ont eu lieu jeudi matin au cœur de la capitale Tunis, faisant un mort et huit blessés, rappelle-t-on.

K. L.

APS

Mauritanie

L'internet, coupé après les troubles, partiellement rétabli

Le réseau internet, coupé en Mauritanie après les heurts qui ont suivi l'annonce des résultats de la présidentielle contestés par l'opposition, a été en partie rétabli vendredi, quelques heures avant une intervention publique de Mohamed Cheikh El-Ghazouani, proclamé vainqueur du scrutin.

L'internet fixe, qui était coupé depuis mardi après-midi, a été rétabli mais la connexion mobile, interrompue depuis le 23 juin, restait inaccessible. Jeudi soir, le ministre de la Culture et porte-parole du gouvernement, Sidi Mohamed Ould Maham, a

présenté sa démission du gouvernement, selon des sources au sein de son ministère.

Cette démission est intervenue après une conférence de presse où il a justifié les mesures prises par les autorités face à la contestation de l'élection de Mohamed Cheikh El-Ghazouani, et notamment qualifié l'interruption du réseau internet de «préventive».

La commission électorale a proclamé le 23 juin M. Ghazouani élu avec 52% des voix au scrutin qui s'est déroulé la veille, un résultat immédiatement contesté par l'opposition.

Les quatre candidats de l'opposition accusent le pouvoir du président sortant, Mohamed Ould Abdel Aziz, et son dauphin d'imposer un «état de siège de fait» pour couvrir un «hold-up électoral».

Des heurts ont éclaté avant même l'annonce des résultats le 23 juin à Nouakchott et Nouadhibou (nord-ouest) entre policiers et partisans de l'opposition, puis de nouveau dans la capitale le lendemain. L'opposition a fait état de l'arrestation depuis de plusieurs centaines de ses partisans.



Corée du Nord

Trump invite Kim à la frontière, prêt à fouler le sol nord-coréen

■ Le président américain Donald Trump a proposé hier, d'un tweet, à Kim Jong Un une rencontre dans la Zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées, se disant prêt à fouler le sol nord-coréen.

Rosa C.

Cette annonce surprise intervient quatre mois après le sommet de Hanoi entre les deux hommes, qui s'était achevé sur un échec en l'absence d'avancées sur la dénucléarisation coréenne. Les négociations sont depuis au point mort. Si elle se confirme, cette poignée de main entre un président américain et un dirigeant nord-coréen serait une première dans ce lieu chargé en symboles qui est probablement la frontière la plus militarisée au monde. «Après des rencontres importantes, en particulier avec le président chinois Xi, je quitterai le Japon pour la Corée du Sud», a écrit le président américain à



Osaka où il participait au sommet du G20. «Pendant que je serai là-bas, et si le président Kim voit ce message, je pourrais le rencontrer à la frontière/DMZ juste pour lui serrer la main et dire bonjour (!) », a-t-il ajouté, lui qui aime vanter sa proximité avec le leader nord-coréen. Il a ensuite expliqué avoir agi à l'instinct, assurant qu'aucune préparation n'avait été faite. «J'y ai pensé ce matin», a lancé le président américain. «Je serais très à l'aise de le faire, cela ne me poserait aucun problème», a-t-il encore dit, interrogé sur un éventuel pas du côté Nord dans ce

lieu chargé en symboles. M. Trump a assuré que Kim suivait son compte Twitter et l'avait «rapidement» contacté suite à cette proposition impromptue. Jugeant la proposition «très intéressante», le pouvoir nord-coréen a souligné qu'il n'avait pas reçu d'invitation officielle mais a laissé entendre que la rencontre pourrait avoir lieu. La tenue d'un sommet dans la DMZ «servirait de nouvelle occasion porteuse de sens pour approfondir les relations entre les deux dirigeants», a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères

Choe Son Hui, cité par l'agence officielle KCNA. «En gros, cela veut dire que Kim viendra s'il reçoit une proposition officielle», a commenté pour l'AFP Cheong Seong-Chang, chercheur de l'institut privé Sejong à Séoul. Selon la présidence sud-coréenne, qui indique que rien n'est confirmé à ce stade, M. Trump a profité d'un bref aparté avec le président Moon Jae In au G20 pour lui demander s'il avait vu son tweet. «Essayons de le faire!», lui a-t-il lancé enthousiaste, le pouce levé. Au cours des trois dernières décennies, une brève halte dans le lieu fort qu'est la DMZ est devenue presque incontournable pour tous les locataires de la Maison-Blanche. Depuis la visite de Ronald Reagan sur place en 1983, seul George H.W. Bush n'a pas effectué ce déplacement. Mais cette visite interviendra dans un climat différent: après des années de montée des tensions en raison des programmes nucléaire et balistique de Pyongyang, la péninsule a connu une remarquable détente. Et c'est à Panmunjom, dans la Zone démilitarisée, que Kim Jong Un et le président sud-coréen Moon Jae In se sont rencontrés en avril 2018 pour une

poignée de main historique sur la ligne de démarcation divisant la péninsule, qui est parsemée de barrières électrifiées, de champs de mines et de murs antichars. Un tel événement pourrait «conduire à un redémarrage des discussions» mais il ne faut pas attendre «des progrès significatifs à court terme dans les efforts de dénucléarisation de la Corée du Nord», a souligné Scott Seaman, analyste du groupe de réflexion américain Eurasia Group. L'ancien homme d'affaires de New York a profité de l'occasion pour vanter une nouvelle fois son idée de mur à la frontière avec le Mexique pour enrayer l'immigration illégale aux États-Unis. «D'ailleurs, quand on parle de mur, quand on parle de frontière, c'est ce que l'on appelle une frontière... », a-t-il lancé, évoquant la DMZ. «Personne ne passe cette frontière... », a-t-il ajouté, dans une surprenante comparaison. En novembre 2017, à l'occasion d'une visite à Séoul, M. Trump avait tenté sans succès de se rendre sur la DMZ. L'hélicoptère présidentiel avait décollé de la base de Yongsan pour rejoindre le site, mais avait dû faire demi-tour en raison des conditions atmosphériques.

R. C.



Commentaire

Harcèlement

Par Fouzia Mahmoudi

Il est toujours étrange de voir des adversaires politiques se défendre mutuellement, et cela l'est plus encore lorsqu'il s'agit du Rassemblement national et de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. En effet, l'eurodéputé RN Nicolas Bay a estimé cette semaine que le renvoi en correctionnelle du président de LFI et de cinq de ses proches après les perquisitions houleuses d'octobre 2018 «s'apparente un peu à une forme de harcèlement». Dans cette affaire «certains magistrats, certains policiers se sont comportés de manière extrêmement zélée à son égard», a dit Nicolas Bay, jugeant qu'ils «étaient beaucoup dans la provocation». «Peut-être que Jean-Luc Mélenchon a un peu surréagi mais le traire pour ça en correctionnelle, ça me semble un peu dérisoire». «On a plein de divergences (...) mais dans le cas précis, le poursuivre en correctionnelle pour des faits aussi mineurs et d'une telle banalité, ça s'apparente un peu à une forme de harcèlement», a conclu Nicolas Bay. Jean-Luc Mélenchon, chef de file de La France insoumise, et d'autres responsables dont les députés Alexis Corbière et Bastien Lachaud et l'eurodéputé Manuel Bompard seront jugés en correctionnelle en septembre à la suite des accrochages qui avaient émaillé les perquisitions visant son domicile et le siège du mouvement en octobre, a appris l'AFP jeudi d'une source proche du dossier. Ils sont poursuivis en citation directe par le parquet de Bobigny pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, et comparaitront donc devant des juges de la même ville les 19 et 20 septembre. Jean-Luc Mélenchon s'était opposé en octobre avec virulence aux perquisitions menées chez lui et au siège de LFI dans deux enquêtes préliminaires du parquet de Paris, sur les comptes de la campagne 2017 et sur les conditions d'emploi d'assistants d'eurodéputés de la France insoumise. Filmant en direct sur Facebook, il avait dénoncé une «énorme opération de police politique» à son encontre. Plus tard le même jour, il s'était rendu avec des proches au siège du mouvement où une autre perquisition avait viré à la confrontation. Reste à savoir quelles seront les conclusions de ces poursuites contre LFI et surtout si le RN continuera à les défendre sachant que les deux mouvements ne manquent habituellement jamais une occasion de s'écharper notamment sur les plateaux de télévision. Mais face au gouvernement d'Emmanuel Macron ils semblent prêts à dénoncer ce qu'ils estiment être les mêmes dérives et dépassements.

F. M.

Soudan

Omar el-Béehir toujours en détention

Destitué en avril au terme de manifestations de masse, l'ex-président soudanais Omar el-Béehir se trouve aujourd'hui derrière les barreaux, après avoir dirigé pendant 30 ans d'une main de fer un pays déchiré par la guerre. Au Soudan, l'ancien homme fort du pays est inculpé de corruption et du meurtre de manifestants. Mais il est aussi recherché par la justice internationale pour des accusations de crimes contre l'humanité et génocide durant le conflit au Darfour (ouest) entre 2003 et 2008. Omar al-Béehir va-t-il être jugé un jour et devant quelle juridiction? Après sa destitution par l'armée, M. Béehir a été accusé de «possession illégale de devises étrangères», mais aussi d'avoir «acquis des richesses de façon suspecte et illégale et d'avoir ordonné (l'état) d'urgence», selon le parquet et l'agence officielle Suna. Selon le Conseil militaire de transition, qui dirige désormais le pays, l'équivalent de plus de 113 millions de dollars ont notamment été saisis en liquide chez lui. Pour les affaires de corruption, M. Béehir risque «une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison», estime l'avocat Nabil Adib, directeur de l'Observatoire soudanais des droits de l'Homme. L'ex-président a aussi été inculpé en mai d'«incitation et de participation au meurtre de manifestants» lors des rassemblements ayant entraîné sa chute. Mi-juin, le procureur général avait indiqué que M.

Béehir avait aussi été interrogé sur des affaires de «blanchiment d'argent» et de «financement du terrorisme», mais aucune information n'a filtré depuis sur ces affaires. L'avocat de M. Béehir n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP. Les accusations devant la Cour pénale internationale (CPI) en lien avec le Darfour «concernent des crimes bien plus graves que ceux qui sont étudiés» par la justice soudanaise, rappelle M. Adib. L'ex-président fait en effet l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux émis en 2009 et 2010 par la CPI pour «génocide», «crimes contre l'humanité» et «crimes de guerre» commis dans le cadre des violences au Darfour. Cette vaste région est le théâtre depuis 2003 d'une guerre civile opposant le pouvoir central dominé par les tribus arabes à des rebelles issus de minorités ethniques africaines, qui s'estiment marginalisés. Depuis 2003, les violences ont fait plus de 300 000 morts et plus de 2,5 millions de déplacés selon l'ONU, même si elles ont sensiblement baissé ces dernières années. M. Béehir est accusé d'avoir «joué un rôle essentiel dans la coordination» de l'élaboration et la mise en œuvre d'une «campagne anti-insurrectionnelle», selon la CPI. Parmi les chefs d'accusation retenus contre lui figurent des crimes tels que le meurtre, le viol, la torture et le pillage. La CPI a notamment estimé qu'il y a «des motifs raisonnables de croire

qu'Omar el-Béehir a agi avec l'intention spécifique de détruire» différents groupes ethniques. Ce dernier a toujours fermement nié les accusations de la Cour. Depuis l'arrestation de M. Béehir, les responsables de la CPI réclament son transfert mais les militaires au pouvoir refusent. Le Conseil militaire de transition, dont des membres sont eux-mêmes accusés d'être impliqués dans les violences au Darfour, n'a aucun intérêt à livrer M. Béehir. Ahmed Elzobier, chercheur sur le Soudan à Amnesty International, cible notamment le numéro deux du Conseil, le général Mohammed Hamdan Daglo dit «Hemeidti». Le général dirige les Forces de soutien rapide (RSF), des paramilitaires considérés par la contestation et des ONG comme un avatar des Janjawid, les milices accusées d'exactions au Darfour. «De nombreuses organisations des droits humains, notamment Amnesty International, ont documenté les crimes de guerre» perpétrés par les Janjawid depuis 2003, ajoute-t-il. Alors quels espoirs de voir juger l'ex président pour les crimes au Darfour? La CPI ne peut exercer sa compétence que si la justice nationale ne veut pas ou ne peut pas – comme par exemple si elle n'est pas en mesure d'assurer la protection des témoins – juger les auteurs présumés de génocides, crimes contre l'humanité ou crimes de guerre.

Ce soir au théâtre régional d'Oran

Amine Kouider et l'Orchestre symphonique animent un concert

■ L'Orchestre symphonique d'Oran se produira ce soir au théâtre régional de la ville, proposant au public un voyage musical de haute facture. La soirée, sous la direction du Maestro Amine Kouider, mettra en valeur le professionnalisme et le talent de cet orchestre créé le 18 février dernier. Les membres de l'orchestre promettent un concert à la hauteur des attentes et appellent le public à être nombreux.

Par Abla Selles

Le théâtre régional d'Oran propose à son public des rendez-vous culturels et artistiques répondant aux différents goûts. En effet, la salle de spectacle du théâtre régional d'Oran a connu une forte affluence du public, cette semaine, suite au programme riche et varié qu'ont concocté ses responsables pour la période des vacances d'été. Un spectacle intitulé «*Alice au pays des merveilles*» a été présenté au public par Amel et les petits héros en collaboration avec l'association Basmati. Ce spectacle musical avec des performances de danse réalisées par des enfants a attiré un public nombreux de toutes les tranches d'âge.

Les responsables de cet édifice culturel ont proposé hier aux amoureux des lettres une rencontre avec le grand écrivain Wassiny Laaredj. Le but majeur de cette rencontre littéraire est de revenir sur le dernier roman de cet écrivain intitulé «*Alradjar youhiboun aydan*». Cette rencontre, organisée hier en fin de journée, a drainé un public nom-



breux au théâtre régional d'Oran où un débat a eu lieu avec l'écrivain. Les passionnés de littérature ont saisi cette occasion pour revenir sur différents volets de l'écriture littéraire.

Après le théâtre et la littérature, c'est aux passionnés de la musique que le théâtre propose

ce soir un spectacle de haute facture. Animé par l'Orchestre symphonique de la ville sous la direction du Maestro Amine Kouider, cette soirée sera une occasion pour revisiter des classiques de la musique universelle et faire venir vers le classique des chansons cultes du répertoire algérien.

Composé d'une quarantaine de musiciens de l'ouest du pays, la création de l'Orchestre symphonique d'Oran a été déclarée le 18 février dernier par son fondateur Mohamed Abbad, également directeur de l'Institut régional de musique d'Oran.

Il est à rappeler que l'Orchestre symphonique d'Oran, qui réunit des professeurs de musique et des étudiants, travaille sous la direction du Maestro Amine Kouider qui s'est proposé d'assurer les débuts en guidant le jeune orchestre dans un premier temps.

A. S.

Tourisme culturel à Chlef

Conception pour la première fois d'une carte culturelle

La Direction de la culture de la wilaya de Chlef a édité, pour la première fois, une carte culturelle qui devra être mise à la disposition des touristes et visiteurs de la région, et ce, dans le cadre de la démarche visant la promotion du tourisme interne et la valorisation des atouts touristiques et monuments culturels dont dispose la wilaya, a-t-on appris vendredi auprès des mêmes services.

«*Par souci de promouvoir le tourisme interne et fournir aux visiteurs de la wilaya de Chlef un guide renfermant les sites et monuments importants qui pourront être visités, le secteur du Tourisme a conçu, pour la première fois, une carte culturelle*», a indiqué à l'APS le chef du service Patrimoine, Mohammed

Guendouzi.

Cette carte culturelle contient, selon le même responsable, différents chemins et accès menant à plusieurs sites archéologiques et monuments culturels connus dans la wilaya, outre des cartes des différentes structures relevant du secteur de la Culture, notamment les musées et les objets archéologiques qui y sont conservés.

Les responsables du secteur proposent un circuit touristique qui permettra de visiter les objets archéologiques au Musée public national Abdelmadjid-Meziane, le Musée El Asnam (ex-Dar El Baroud) qui renferme des objets de la plus ancienne basilique en Afrique du Nord, Saint-Réparatus, et la mai-

son de l'Artisanat à la cité Bensouana.

En deuxième étape, le circuit permettra également de visiter la commune de Medjadja pour y découvrir l'architecture ottomane à la maison de Dar El Kadi, la zaouïa de Cheikh Sidi M'Hamed Ben Ali, la casbah de Ténès, le fort de Sidi Merouane et le Musée Ali El Djira.

Les visiteurs de Chlef sont également conviés à découvrir les vestiges romains d'Arsenaria et la Kalaâ de Timici.

Première du genre dans la wilaya, cette carte culturelle s'inscrit dans le cadre de la promotion de la culture et du tourisme interne.

F. H.

«La Garçonne»

Le tournage de la série avec Laura Smet s'annonce torride

Comme elle l'a annoncé en mai dernier sur Instagram, Laura Smet sera à l'affiche de la prochaine mini-série de France 2 : «*La Garçonne*». Un programme qui s'annonce torride, comme en témoigne une annonce de casting dévoilée.

Tout semble sourire à Laura Smet. Après avoir célébré son mariage religieux avec Raphaël Lancrey-Javal au Cap Ferret, entourée de sa famille et de ses amis proches, la fille de Johnny Hallyday devrait faire son retour à l'écran prochainement.

Comme elle l'a révélé le 9 mai dernier sur son compte Instagram, la comédienne jouera dans la prochaine mini-série de France 2, baptisée «*La Garçonne*» et réalisée par Paolo Barzman.

Laura Smet campera une jeune femme, évoluant dans les années folles, qui décide de se travestir, dans le but de se faire passer pour son frère, policier, comme l'a déjà révélé «*Le Parisien*». Sous cette fausse identité, son personnage va rejoindre les rangs de la police

criminelle, afin de «*mener l'enquête sur une série de meurtres de jeunes modèles commis dans la capitale*». Il s'agit du rôle principal du programme, qui sera distillé en six épisodes et tourné cet été. Une série qui promet d'être «*torride*», si l'on en croit une annonce de casting publiée ce jeudi 27 juin. Pour les besoins du tournage, la directrice de casting recherche «*des circassiennes pour faire une pyramide humaine*».

Mais ce n'est pas la seule condition. Les personnes qui se

présentent au casting doivent «*être idéalement à l'aise avec la nudité ou semi-nudité si besoin*» (ce sont des séquences de fêtes plutôt libertines au début des années folles, du faux champagne coulera sur vos corps dénudés). La fin de l'annonce précise qu'étant donné l'époque à laquelle se déroule la série, «*il ne faut pas avoir les cheveux colorés, ni être tatoués ou percés*». Selon «*20 Minutes*», «*La Garçonne*» devrait être diffusée à la rentrée sur France 2.

R. I.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture «*Réminiscences*» de l'artiste Fadila Lebjaoui.

Palais des Raïs (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine de la ville de Tlemcen

Galerie d'art Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Témely)

Jusqu'au 12 juillet :

Exposition de peinture «*AéroBleu*» de Smail Ouchen.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

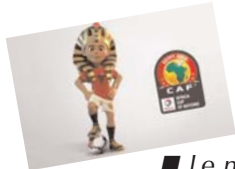
Le MaMa, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «*Planète Malek*. Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Institut du Monde Arabe (IMA) (France)

6 juillet :

Le film-documentaire «*Looking for Alger*» de Théo Schuster et Eric Cantona sera projeté à Paris le 6 juillet prochain. Le récit revient sur le derby légendaire entre le MCA et l'USMA.

«*Looking for Alger*» appartient à la série des «*Looking for*» où Eric Cantona, filmé par Théo Schuster, voyage vers les derbys les plus légendaires du monde.



Equipe nationale

Brahimi ménagé par Belmadi

■ Le milieu offensif international algérien, Yacine Brahimi, victime d'une légère entorse à la cheville, a été ménagé de la séance d'entraînement effectuée vendredi soir, au lendemain de la victoire face au Sénégal (1-0).



Le joueur de Porto devrait tenir sa place face à la Tanzanie

Par Mahfoud M.

Le joueur du FC Porto (D1 portugaise) a préféré rester au niveau du lieu de résidence des Verts au Caire pour se faire soigner et éviter toute complication, à

moins de 48 heures du troisième match des Verts face à la Tanzanie. Le joueur n'avait pas pris part à la rencontre face aux Sénégalais, se contentant de suivre le match sur le banc des remplaçants, en raison de choix

tactiques du coach national, Belmadi, qui lui a préféré Belaili dans son poste. Lors de la première rencontre face au Kenya (2-0), il a fait son apparition en cours de jeu à la place de ce même Belaili (74'). Comme ce fut

le cas après le premier rendez-vous face aux Kényans, le sélectionneur national Djamel Belmadi a ménagé les joueurs titularisés la veille face au Sénégal, à l'exception du gardien de but Rais M'bolhi. Les «titulaires» ont été soumis, quant à eux, un peu plus tôt dans la journée, à une séance de récupération et de remise en forme (décrassage). Assurée de terminer leader du groupe C, à l'issue de la défaite de la Tanzanie face au Kenya (3-2), l'Algérie aura une belle occasion de faire le plein au premier tour de la compétition, ce qui n'était plus arrivé depuis l'édition 1990 disputée à domicile. Dans l'autre match de la dernière journée du

groupe C, le Sénégal et le Kenya s'affrontent dans une «finale» pour décrocher la deuxième place qualificative aux 1/8^e de finale, et éviter les calculs des quatre meilleurs troisièmes. Rien n'est encore décidé, mais il n'est pas à écarter que le driver des Verts fasse confiance aux remplaçants lors de ce dernier match, surtout que l'adversaire n'a plus rien à espérer vu qu'il est éliminé après avoir perdu son dernier match face au Kenya, deuxième défaite après celle concédée lors de la première journée face au Sénégal.

M. M.

Dajmel Belameri
«On doit se concentrer sur le reste du parcours»

Le défenseur international algérien Djamel Eddine Belameri a relevé l'importance de la victoire décrochée jeudi soir face au Sénégal (1-0) au stade du 30-Juin du Caire, tout en insistant sur la nécessité de se remobiliser pour la suite de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin-19 juillet). «On savait que le match n'allait pas être facile face à une belle équipe du Sénégal qui n'est plus à présenter. Nous étions bien en place, nous avons abordé ce rendez-vous avec beaucoup d'envie. C'est une victoire importante. Nous devons vite tourner la page et se concentrer sur la suite du parcours. Le plus dur reste à faire», a déclaré le joueur d'Al-Shabab (Arabie saoudite). Vainqueur pour son entrée en lice dimanche face au Kenya (2-0), la sélection nationale a confirmé son statut de bête noire du Sénégal, arrachant

l'occasion de sa qualification pour les 1/8^e de finale du tournoi. Les Verts sont assurés de terminer en tête du groupe, à l'issue de la victoire du Kenya face à la Tanzanie (3-2). «Nous avons joué en bloc en mettant du cœur. Les consignes du sélectionneur concernaient l'ensemble de l'équipe sénégalaise et non pas Sadio Mané en particulier. Nous avons fait un match plein, nous avons été récompensés de nos efforts», a-t-il ajouté. Belameri (29 ans) fait figure de nouveau au sein de l'équipe nationale, puisqu'il s'agit de sa première CAN avec les Verts, lui qui avait auparavant porté les couleurs de la sélection A', composée de joueurs locaux et de l'équipe olympique. Il fait partie des neuf joueurs formés dans le championnat national, retenus par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour le rendez-vous égyptien.

Groupe D Le Maroc dispose de la Côte d'Ivoire et se qualifie

Mieux organisés et très bien rodés collectivement, les Lions de l'Atlas ont muselé au métier des Ivoiriens sans inspiration ce vendredi soir, et sont désormais assurés de décrocher leur ticket pour les huitièmes de finale de la CAN.

En voilà une équipe qui sait dicter les termes du combat. En lançant une attaque préventive symbolisée par ce but précoce d'En-Nesyri. Puis en levant haut ses boucliers, sur lesquels les Éléphants se sont sans cesse fracassés les défenses. Rodé collectivement et parfaitement en place tactiquement, ce Maroc-là, désormais qualifié pour les huitièmes de finale, a pour l'instant plutôt la gueule d'un candidat capable de soulever le trophée de cette CAN 2019.

Manifestement pas fan du concept de round d'observation, Serge Aurier envoie dès la première minute un centre téléguidé sur le crâne de Kodjia, mais Sais, vigilant, éteint l'incendie sur sa ligne. Un départ de feu, mais l'ensemble se tasse rapidement : les deux équipes pataugent dans la phase de construction, alors que ni Serri ni Belhanda, tous deux installés au poste de meneur de jeu, ne touchent assez de billes pour piloter les actions de leurs équipes respectives. À ce petit jeu-là, c'est encore le Maroc qui s'en sort le mieux, notamment grâce aux montées d'Hakimi et Dirar, qui foutent régulièrement le bazar dans l'arrière-garde des Éléphants. Les Lions de l'Atlas prennent confiance, Belhanda et Ziyech inventent enfin quelques passes bien chiadées et les Ivoiriens commencent lentement, mais sûrement, à reculer.

De quoi permettre à Amarabat de crocheter la porte

de la serrure adverse.

Amarabat, premier de cordée

Le milieu d'Al-Nasr se fend de quelques élégants entrecrats pour embobiner la défense, puis saupoudrer l'ensemble d'une passe entre les lignes pour En-Nesyri, qui zigouille Gbohobo à bout portant. Mystifiée, la Côte d'Ivoire se secoue enfin les méninges, mais Pépé, qui profite d'une sortie de Bounou, ne cadre pas sa tentative, alors que Serey Die voit sa frappe lourde déviée par le portier marocain. Problème pour les ouailles d'Ibrahim Kamara : le Maroc sait parfaitement bien bétonner derrière. Pépé, incapable de prendre de la vitesse, se traîne comme un grabataire sur son aile, et Gradel, paumé sur son côté gauche, est vite remplacé par Cornet, qui ne fera guère mieux. Pire, les Ivoiriens se payent un gros coup de poisse quand Aurier, blessé, doit sortir à l'heure de jeu. Impuissants offensivement, les vainqueurs de la CAN 2015 doivent même se farcir les contres marocains et il ne manque pas grand-chose à En-Nesyri pour doubler la mise et plier la partie. Un coup de grâce qui n'arrivera jamais, mais dont le Maroc pourra finalement se passer : la Côte d'Ivoire ne s'en sort pas, et les Lions de l'Atlas en profitent pour cueillir leur second victoire de la phase de groupes. Une bonne nouvelle pour l'éternelle chemise blanche d'Hervé Renard, qui ne devrait que modérément transpirer lors du dernier match de poule de ses protégés, face à l'Afrique du Sud, le 1^{er} juillet prochain : lui et les siens sont déjà assurés de disputer les huitièmes de finale

de cette Coupe d'Afrique des nations 2019.

L'Afrique du Sud dispose de la Namibie

Battue par le Maroc (0-1) ce vendredi, la Côte d'Ivoire devra faire avec la concurrence de l'Afrique du Sud dans cette Coupe d'Afrique des Nations. Et pour cause, suite à la victoire des Bafana Bafana contre la Namibie (1-0), les deux équipes sont désormais à égalité de points dans ce groupe D.

L'Afrique du Sud est parvenue à prendre le meilleur sur une faible équipe de Namibie suite à un but inscrit de la tête par Zungu sur corner, à la 68^e minute. Une ouverture du score logique, alors que les Sud-Africains étaient revenus des vestiaires avec de meilleures intentions, après avoir livré un premier acte assez terne, contre un adversaire pourtant plus faible. Dominés pendant la majeure partie de la rencontre, les Namibiens n'ont pas réussi à renverser la tendance, même si ces derniers sont parvenus à se procurer quelques situations faisant passer des sueurs aux Sud-Africains.

Résultat des courses, il suffira d'un match nul à l'Afrique du Sud face à un Maroc leader de sa poule, lundi, pour assurer sa qualification pour les huitièmes de finale de cette Coupe d'Afrique des Nations se déroulant sur le sol égyptien. En cas de défaite des Bafana Bafana, la Côte d'Ivoire sera dans l'obligation de prendre le meilleur sur la Namibie sous peine de, déjà, quitter la compétition par la petite porte...

Trophée du meilleur joueur du match Taoufik Korichi figure dans le TSG

L'ancien directeur technique national de la FAF, l'Algérien Taoufik Korichi, figure dans le groupe d'étude technique (TSG) de la Confédération africaine de football (CAF), qui récompense, à chaque rencontre de la CAN-2019, le meilleur joueur du match avec un trophée. Pour la CAN-2019, douze techniciens dont d'anciens joueurs et entraîneurs actuels constituent le TSG de la CAF. Ils sont répartis sur les six stades – deux par site, avec le soutien d'un ancien directeur technique de la CAF, Abdelmoneim Hussein «Shatta», en tant que consultant. L'actuel directeur technique et du développement de la CAF, Raul Chipenda, a indiqué que les membres du TSG préparent un rapport technique sur les 52 matches du tournoi. «À la fin, ils prépareront le rapport technique qui sera analysé lors d'une conférence avec toutes les associations membres, plus tard dans l'année. Ils identifieront



également les tendances tactiques, les forces et les faiblesses qui feront l'objet d'une discussion approfondie dans le but d'améliorer l'aspect technique et tactique du jeu sur le continent», a déclaré Chipenda au site de l'instance africaine.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

ENS de Bouzareah

Sortie de la 1^{re} promotion d'enseignants de tamazight du cycle primaire

LE SYSTÈME national de l'Education et de la Formation s'est renforcé en cette fin d'année universitaire 2018-2019 par la sortie, à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Bouzareah (Alger), de la première promotion d'enseignants du cycle primaire en tamazight, indique vendredi un communiqué du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA).

Il a été proposé à ce que cette promotion porte le nom de l'écrivain et chercheur Mouloud Mammeri, précise le communiqué.

En cette occasion, le HCA qui œuvre à la consolidation de la langue amazighe à l'école et à l'université algériennes, a pris l'initiative d'organiser «une sortie pédagogique et culturelle au profit des 40 lauréats de cette promotion, placée sous l'encadrement de la directrice de la section langue amazighe de

l'ENS et du président de l'association des enseignants de tamazight de la wilaya d'Alger», ajoute le communiqué.

Le déplacement aura lieu samedi à destination du village Azemmour Oumeriem qui s'est distingué, en 2018, dans le concours relatif au village le plus propre au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Il se poursuivra, dans une deuxième étape, au centre culturel de la commune d'Ath-Yenni où plusieurs activités seront organisées et un hommage sera rendu à Mouloud Mammeri, ajoute la même source.

Par ailleurs, le HCA affirme que la généralisation des sections de tamazight à travers le pays reste l'un de ses objectifs à concrétiser «à court et à moyen terme».

O. N.

Oran/Mers El Hadjadj

Une femme noyée et une autre secourue sur la plage non surveillée

LES SERVICES de la Protection civile de la wilaya d'Oran ont enregistré la mort d'une femme par noyade au niveau de la plage non surveillée de la commune de Mers Hadjadj et une autre a été sauvée, a-t-on appris samedi auprès de ce corps d'intervention et de secours. Aux environs de 20h30 vendredi, le corps sans vie d'une femme, âgée de 31 ans, a été repêché. La dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital d'El Mohguen (Arzew), a-t-on indiqué. Les agents de la Protection civile ont sauvé d'une mort certaine, le même jour, une jeune femme, âgée de 21 ans. Elle a été transférée en urgence au même hôpital après avoir reçu les premiers soins, a-t-on ajouté. Les services de la Protection civile ont mobilisé pour ces deux opérations quatre plongeurs, huit agents d'intervention de différents grades, un zodiac et une ambulance. Vendredi, la mer était très agitée et interdite à la baignade, a-t-on rappelé.

(APS)

Interdiction de l'emblème amazigh: La police se dote de nouvelles armes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Deux véhicules prennent feu

■ Le feu a pris dans les deux voitures au boulevard des frères Belhadj plus connu sous le nom des «12 salopards».

Par Hamid M.

Deux véhicules ont pris feu hier en fin de matinée dans la ville de Tizi Ouzou créant un mouvement de panique parmi les passants. Il

était 11h quand les éléments de la Protection civile ont été alertés avant de se rendre sur les lieux du sinistre, le boulevard des frères Belhadj plus connu sous le nom des «12 salopards». Les deux véhicules, un fourgon de

transport de marchandises et une I20, ont été complètement détruits par l'incendie dont l'origine n'a pas été précisée. Une personne a été légèrement brûlée au bras.

H. M.

Boumerdès

5 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

CINQ éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés vendredi à Boumerdès par des éléments de l'Armée nationale populaire, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, les garde-frontières et les éléments

de la Sûreté nationale ont arrêté dans des opérations distinctes à Tipaza, Naâma et Souk Ahras, trois narcotrafiants et saisi 17.4 kilogrammes de kif traité.

M. L.

Belmadi :

«Affronter la Tanzanie avec beaucoup de sérieux»

L'ENTRAÎNEUR de la sélection algérienne de football, Djamel Belmadi, a affirmé samedi qu'il visait un parcours sans faute en phase de poules de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, à deux jours du match face à la Tanzanie, lundi au stade Al-Salam du Caire (20h00 algériennes), comptant pour la 3^e et dernière journée (Gr. C). «Nous allons aborder ce match avec beaucoup de sérieux. Certes, nous sommes déjà qualifiés, mais il faut éviter de verser dans l'euphorie», a déclaré le coach national en conférence de presse tenue au stade Al-Salam. Vainqueurs lors de leurs deux premiers matchs du tournoi, face respectivement au Kenya (2-0) et au Sénégal (1-0), les Verts aspirent à confirmer leur regain de forme devant les «Taïfa stars», virtuellement élimi-

nés après deux défaites de rang. L'Algérie espère rééditer l'exploit réalisé lors de l'édition 1990 disputée à domicile avec trois succès de suite au premier tour. Interrogé sur les éventuels changements qu'il compte apporter face aux Tanzaniens, Belmadi a refusé de dévoiler ses cartes : «Je n'ai pas trop d'habitude de dévoiler mes cartes. Depuis le début, nous avons eu un discours avec les joueurs, tout le monde est concerné : remplaçants ou titulaires. Chacun doit être prêt à jouer. Tout le monde a son importance, son mot à dire. Tous les joueurs doivent être à 100%». Dix mois après son arrivée à la tête du staff technique national, en remplacement de Rabah Madjer, Belmadi s'est réjoui de la progression des «Verts», tout en refusant, encore une fois, d'endosser le costume

d'un des favoris de cette 32^e édition de CAN. «Les choses se font pas étapes, les digérer avec un minimum de temps. Les choses ont évolué d'une manière graduelle depuis 10 mois. Nous nous sommes qualifiés confortablement, avec notamment une belle victoire en déplacement face au Togo (4-1) et contre la Tunisie en amical à Blida (1-0). En football, on n'a pas beaucoup de temps. Dieu merci, les choses avancent doucement mais sûrement. Nous avons envie de continuer à progresser, nous avons certes battu le Sénégal, mais d'autres choses nous manquent pour être mieux». Avant d'enchaîner : «Je ne me suis jamais caché. Dès mon arrivée au poste de sélectionneur (août 2018, ndr) j'ai dit qu'il fallait d'abord se qualifier pour la phase finale, ce qui n'était pas évident. Nous

sommes venus avec l'ambition de gagner. Des fois mes propos ont été mal interprétés. Nous sommes des compétiteurs, c'est valable pour tout le monde. C'est avec les matchs qu'on pourra nous situer et dire si on est favoris ou non».

Discipline

D'aucuns estiment que l'équipe nationale est en train de franchir un nouveau palier avec Belmadi qui a bien voulu divulguer sa méthode : «Le sport de haut niveau requiert des exigences sans faille sur l'aspect de la discipline. J'ai un discours clair, direct. C'est mon fonctionnement, les règles sont bien établies. Il y a beaucoup de communication. L'aspect psychologique est très important dans la communion avec son groupe». Avec

0 but encaissé lors des deux premiers matchs, Belmadi a salué la performance de ses joueurs, estimant que cela pourrait conduire à la victoire finale. «Ne pas encaisser est une preuve de solidarité qui peut nous emmener vers le trophée. S'il faut gagner 4-3 ou 5-4 et au final remporter le titre, je suis preneur. On n'a pas toujours été la meilleure défense. La solidarité défensive d'une équipe est souvent synonyme de bons résultats», a-t-il dit. Enfin, le sélectionneur national a tenu à rassurer sur l'état de santé du milieu offensif Yacine Brahimi, victime d'une entorse à la cheville : «Brahimi a un petit souci de santé qui l'a empêché de s'entraîner et de jouer le match face au Sénégal. Il sera prêt pour la Tanzanie». Racim S.